

Sept concessionnaires à ce jour décrochent le fameux sésame

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Destiné aux abonnés dont les dossiers ont été rejetés

AADL 2, un programme supplémentaire en préparation

Page 3

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5290 - Mercredi 3 février 2021 - Prix : 10 DA

Plus de 60 % de la production électrique destinés à la consommation domestique

Attar : «L'Algérie est à la recherche d'investisseurs dans la pétrochimie»

Page 3

Le difficile retour des Etats-Unis à l'accord de Vienne

Par Mohamed Habili

Le nouveau secrétaire d'Etat Antony Blinken est d'avis que le temps qu'il reste à l'Iran pour être en possession de l'arme nucléaire se mesure désormais en semaines, et que cela tient en partie à ce qu'il se soit exonéré de quelques-unes de ses obligations dans le cadre de l'accord de Vienne, comme celle fixant le taux d'enrichissement de l'uranium qu'il ne doit pas dépasser. Dans l'interview accordée à la chaîne MSNBC sur les grandes lignes de la politique extérieure de la nouvelle administration, Blinken ne dit pas expressément que cela signe l'échec de l'administration Trump en la matière, et qu'il faille par conséquent prendre son contrepied sans plus différer, en commençant par réintégrer l'accord que dans son imprévoyance elle avait dénoncé. S'il ne le dit pas en ces termes, du moins, du moins la laisse-t-il entendre, sauf que ce n'est pas aux Etats-Unis de faire le premier pas pour rattraper cette erreur mais à l'Iran, par exemple en revenant au taux d'enrichissement autorisé par l'accord. Comprenez la difficulté qu'il y a pour la plus grande puissance au monde à se dédire, en l'espèce à réintégrer un accord non modifié après s'en être retirée délibérément, le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Djava Zariv a demandé à l'Union européenne, signataire elle aussi de l'accord en question, d'assumer en l'occurrence le rôle de médiateur lui revenant de droit entre son pays et les Etats-Unis.

Suite en page 3



Abdelkader Cherfaoui (Président Directeur Général de l'ENAGEO) au Jour d'Algérie :

«Acquisition et maîtrise des nouvelles technologies, notre challenge»

● L'ENAGEO, cet éclaireur des profondeurs

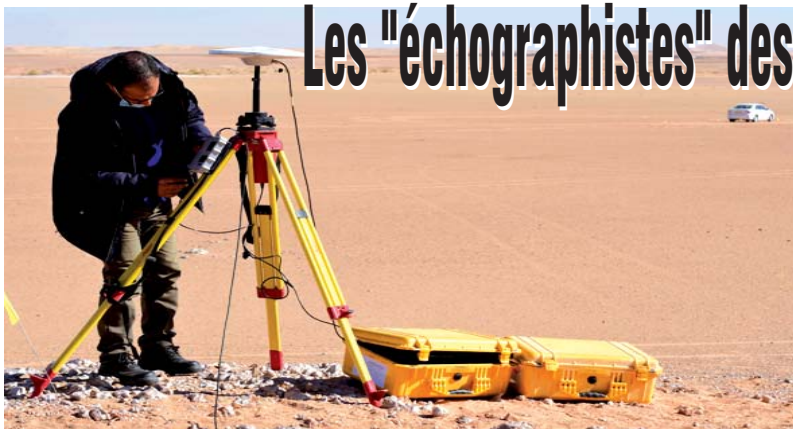
Premier maillon dans la chaîne de production des hydrocarbures, l'Enageo (Entreprise Nationale de Géophysique), filiale du Groupe Sonatrach tente de s'adapter et tracer son avenir, en dépit de la crise économique générée par la pandémie du covid-19. Son PDG, Abdelkader Cherfaoui nous détaille sa feuille de route.



Phs/E. Soraya/J. A.

Immersion au sein de l'Entreprise nationale de géophysique

Les "échographistes" des hydrocarbures



Véritables explorateurs de nouveaux territoires, les employés de l'Entreprise nationale de géophysique arpencent le Sahara à la recherche de gisements d'hydrocarbures.

Lire dossier pages 8 et 9

Agrément provisoire pour l'importation de véhicules

Sept concessionnaires à ce jour décrochent le fameux sésame

■ Le nombre d'agrément provisoires octroyés à ce jour aux concessionnaires automobiles pour l'importation de véhicules s'est élevé à sept, suite à l'attribution récente de trois autres. « Ces concessionnaires peuvent engager immédiatement les procédures d'obtention d'agrément définitifs et entamer l'importation effective », a indiqué le ministère de l'Industrie.

Par Thinhinene Khouchi

Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, le département de Ferhat Ait Ali Braham a indiqué que « le Comité technique interministériel chargé de l'étude des dossiers des opérateurs désireux d'exercer l'activité de concessionnaires automobiles pour l'importation de véhicules a octroyé trois nouveaux agréments provisoires », précisant que le nombre d'agrément provisoires octroyés à ce jour s'est élevé à sept. Ces trois nouveaux agréments ont été délivrés, explique le ministère, après examen de 17 nouveaux dossiers ajoutés aux 10 examinés précédemment. Selon la même source, le Comité technique a « saisi trois concessionnaires automobiles concernant la levée des réserves émises lors de l'examen de leurs dossiers ». Le même Comité a également rejeté « 11 dossiers ne remplissant pas les conditions prévues par le cahier des charges régissant cette activité, avec la possibilité pour leurs auteurs de déposer un recours auprès de la commission de recours compétente et ce, dans les délais légaux ». Le ministère de l'Industrie a noté que les agréments provisoires octroyés

aux opérateurs leur permettront d'engager immédiatement les procédures d'obtention d'agrément définitifs et d'entamer l'importation effective conformément au décret exécutif 20-227 fixant les conditions et modalités d'exercice de l'activité de concessionnaires automobiles ». L'opération de traitement des dossiers « se poursuit jusqu'à l'examen de tous les dossiers, au nombre de 96, déposés au niveau du ministère de l'Industrie sur un total de 227 préinscriptions sur la plateforme numérique consacrée à cet effet », ajoute-t-on de même source, précisant que cette plateforme « reste ouverte pour recevoir d'autres dossiers ». Le Comité technique chargé de l'examen des dossiers relatifs à l'exercice de l'activité de l'industrie automobile a tranché sur deux nouveaux dossiers, portant le nombre global à trois dossiers sur un total de 18 déposés au niveau du ministère, soulignant que ces dossiers concernent la fabrication de véhicules touristiques et utilitaires. Il est à noter que dans une déclaration à la presse, samedi dernier à Alger, lors d'une conférence organisée par l'Institut national des études de stratégie globale (Inesg), le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, avait estimé que « le



PH/D. R.

ministère de l'Industrie a pour rôle l'octroi des agréments définitifs d'importation au profit des opérateurs répondant aux conditions du cahier des charges et non de définir les délais d'arrivée des premiers véhicules », estimant non pertinents les questionnements réguliers sur la date d'entrée des premiers véhicules neufs par les concessionnaires agréés. « Ce ne sont pas des prérogatives du ministère de l'Industrie ou du ministère du Commerce de définir les dates d'entrée des véhicules. C'est à l'opérateur de définir comment,

quand et d'où il doit acquérir les véhicules après l'octroi de son agrément définitif », avait expliqué Ait Ali Braham, au moment

où les quatre premières autorisations provisoires ont été accordées par le ministère.

T. K.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 4 décès et 263 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus qu'hier (3), portant à 2 898 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le P Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une nouvelle remontée, avec 263 cas, soit 24 cas de plus par rapport au bilan d'hier (239), pour atteindre, au total, 107 841 cas confirmés.

R. N.

Sensibilisation sur l'intoxication au monoxyde de carbone

La Protection civile sur le qui-vive

Au four et au moulin depuis le début de la saison hivernale, les services de la Protection civile de Aïn Defla ne cessent de sensibiliser les citoyens sur les dangers liés à l'intoxication au monoxyde de carbone (CO), un phénomène qui, chaque année, cause de nombreuses victimes, dont la plupart passent à trépas pendant leur sommeil.

A la faveur des campagnes ciblant les écoles, les résidences universitaires, les centres de formation professionnelle mais surtout les cités dont les habitants ont récemment fait l'objet de logement (par le passé, ils habitaient dans des bidonvilles et ne connaissent, par conséquent, rien au gaz de ville), l'accent a été mis sur la nécessité de l'observation des gestes préventifs en vue de les préserver du « tueur silencieux ».

« A peine avons-nous appris que des familles allaient être relogées dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP) nous avons fait preuve d'anticipation, leur expliquant les gestes qu'il y a lieu de faire pour éviter de faire les frais du « tueur silencieux », a confié à l'APS le chargé de communication de la direction de la Protection civile de Aïn Defla, le capitaine Kamel Hamdi.

« Il est clair que lorsque les températures baissent, les risques d'intoxication au monoxyde de carbone augmentent, exacerbé par l'absence d'aération du fait que les gens ferment vitres et portes pour se prémunir du froid, d'où la pertinence de notre action », a-t-il observé.

Se référant à son expérience acquise à la faveur de longues années de présence

sur le terrain, M. Hamdi a noté que les principales sources d'intoxication identifiées sont les chaudières au gaz ou au fioul, auxquelles s'ajoutent des facteurs favorisants tels qu'une mauvaise aération, un défaut de l'appareil, d'entretien de l'installation ou d'évacuation des gaz brûlés.

« Des gestes simples contribuent pourtant à réduire les risques liés à l'intoxication au monoxyde de carbone, tels la vérification et l'entretien des installations de chauffage, de production d'eau chaude et des conduits de fumée par un professionnel qualifié ainsi que l'aération de l'appartement, au moins dix minutes chaque jour », a-t-il observé, regrettant que le nombre de victimes soit toujours aussi élevé en dépit des campagnes de sensibilisation menées.

Outre les citoyens ayant récemment bénéficié de logements, les campagnes de sensibilisation de la Protection civile touchent les centres de formation professionnels ainsi que les cités universitaires, a fait savoir M. Hamdi.

Un gaz incolore, inodore, toxique et mortel

Se diffusant très vite dans l'environnement et pouvant être mortel en moins d'une heure, le monoxyde de carbone est un gaz asphyxiant qui se fixe sur les globules rouges et les empêche de véhiculer correctement l'oxygène dans l'organisme, a expliqué le spécialiste des maladies respiratoires et allergiques au sein de l'Établissement public hospitalier (EPH) de Aïn Defla, D' Belabassi Omar, signalant

que la gravité de l'intoxication dépend de la quantité de CO fixée par l'hémoglobine.

« Les premiers signes d'une intoxication peuvent être assez anodins, ne suscitant souvent pas d'inquiétude outre mesure comme les maux de tête, nausées et fatigue », a-t-il énuméré, observant que ces signes précèdent d'autres plus aigus à l'instar des vomissements, convulsions, perte de connaissance et hallucinations.

Il a noté que l'intoxication aiguë entraînant une intervention des secours en urgence se manifeste par des vertiges, une perte de connaissance, une impotence musculaire, voire un coma prélude au décès, faisant remarquer que même si ce dernier ne survient pas, des séquelles neurologiques peuvent également apparaître plusieurs semaines après l'intoxication aiguë.

« Même si elle ne cause pas de décès, une intoxication grave peut laisser des séquelles neurologiques, telles les migraines, troubles de la coordination, paralysies ainsi que perturbation du développement cérébral des enfants avec atteinte intellectuelle », a-t-il détaillé.

Observant que le monoxyde de carbone est un gaz « facilement » absorbable au niveau pulmonaire, il a expliqué que celui-ci gagne la circulation sanguine, entrant en « compétition » avec l'oxygène.

« L'affinité du monoxyde de carbone pour l'hémoglobine est 230 fois supérieure à celle de l'oxygène, d'où la facilité pour le premier à s'y fixer, formant avec ce pigment respiratoire une molécule stable, et entraînant par ricochet une diminution de la capacité sanguine à transporter l'oxygène »,

ne, un état de fait à l'origine d'une asphyxie parfois mortelle », a-t-il expliqué.

Le D' Belabassi, également responsable du service de mise en quarantaine des malades présentant des symptômes du nouveau coronavirus (Covid-19) au sein du même établissement hospitalier a, par ailleurs, mis en garde contre toute réduction des dangers de l'intoxication au monoxyde de carbone en ces temps de pandémie de nouveau coronavirus.

« Certes, les gens sont à l'affût des informations se rapportant au nouveau coronavirus, particulièrement ce qui a trait à l'acquisition du vaccin y afférent, mais il ne faut absolument pas que cet état de fait les incite à baisser de leur vigilance et à réduire des dangers de l'intoxication au monoxyde de carbone dont la négligence peut avoir des répercussions extrêmement graves », a-t-il averti.

Pour nombre de citoyens rencontrés par l'APS, la présence d'un détecteur de monoxyde de carbone dans la maison est une solution efficace pour prévenir une intoxication au CO causée par un appareil de chauffage défectueux, observant que lors des opérations se rapportant à l'immobilier, les gens n'ont pour point de mire que l'aspect financier.

« A l'occasion de la vente ou de l'achat d'un logement, rares sont les personnes qui recourent à un diagnostic certifié à même de leur dresser un état des installations afférentes au gaz de ville, une omission qui pourrait s'avérer préjudiciable à plus d'un titre », a-t-on soutenu à l'unisson.

Yanis G.

Plus de 60 % de la production électrique destinés à la consommation domestique

Attar : «L'Algérie est à la recherche d'investisseurs dans la pétrochimie»

Les chiffres sur la consommation d'énergie donnent le vertige. Alors que la loi sur l'électricité de 2002 avait été promulguée dans l'objectif de faire du marché de l'énergie destiné à la consommation, un marché compétitif et de création de plus-value, 68 % de la production d'électricité sont destinés à la consommation domestique, regrette le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar.

Par Louisa Ait Ramdane

En forte hausse, la consommation énergétique de l'Algérie inquiète le premier responsable du secteur. Invité de la rédaction de la Chaîne 3, le ministre de l'Énergie a confirmé un écart qui se creuse entre le taux de croissance de la consommation énergétique du pays (électricité) et sa capacité de production, ainsi que les réserves à long terme. Plus de la moitié de la production de cette énergie est destinée à la consommation. «68 % de la production de l'électricité sont destinés à la consommation domestique», a-t-il regretté.

Selon lui, «l'Algérie a raté la transition énergétique si on voit la part de la production de l'énergie renouvelable», avant de souligner que «parmi les 23 400 mégawatts produits en 2020, la part du renouvelable ne dépasse pas les 354 mégawatts». Pour illustrer son propos, il a cité l'exemple de l'usine de Batna de production de turbines à gaz pour une capacité de 1 500 mégawatts. «Alors qu'en 2027 on n'aura pas besoin de cette puissance et on devrait la rem-

placer par l'énergie renouvelable», a-t-il précisé.

Par ailleurs, le ministre de l'Énergie a fait savoir que l'Algérie est un pays attractif pour l'investissement dans le domaine énergétique et sera encore favorisé par la nouvelle loi des hydrocarbures, disant que les avantages fiscaux introduits dans la nouvelle loi des hydrocarbures rendront le pays plus attractif. «La réduction de la fiscalité prévue dans la nouvelle loi, pour certains types de contrats participatifs, donnera à l'État une part de 56 à 80 % y compris Sonatrach», a-t-il expliqué. Revenant sur les textes d'application, il a annoncé qu'ils seront promulgués au cours de cette année. Il a précisé que 32 textes parmi les 38 sont finalisés dont 30 sont au niveau du secrétaire d'État au gouvernement. Concernant les réserves en hydrocarbure estimées dans le sous-sol, le ministre de l'Énergie a assuré qu'il y a encore des hydrocarbures à découvrir en Algérie», annonçant que plusieurs grands investisseurs sont présents depuis 2020 afin d'évaluer les opportunités des gisements et dans le domaine minier. Afin d'exploiter ces



Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar

richesses du sous-sol, Attar a rappelé que Sonatrach avait prévu 40 milliards de dollars d'investissement dans son plan quinquennal. Il a fait savoir que «le partenaire en investissement prendra les coûts de la recherche à hauteur de 100 % et Sonatrach n'est pas obligée de participer dans le développe-

ment des gisements qui vont être découverts». En conclusion, il a indiqué que l'Algérie est à la recherche d'investisseurs dans le domaine de la pétrochimie également. «Si on veut concrétiser les projets de pétrochimie, il nous faut 16 à 18 milliards de dollars», a-t-il indiqué. L. A. R.

LA QUESTION DU JOUR

Le difficile retour des Etats-Unis à l'accord de Vienne

Suite de la page une

Des bons offices que les Européens se garderaient bien d'accomplir car cela reviendrait à prendre position en faveur de l'Iran dans son bras de fer actuel avec les Etats-Unis, leurs alliés préférés. Sous Trump, ceux-ci attendaient que l'Iran frappe à leur porte incapable qu'il serait de résister plus longtemps à la pression maximale exercée sur lui par le bais des sanctions économiques «les plus dures jamais imposées à un pays». Sous Biden, c'est leur volonté affichée, mais non encore concrétisée, de lever ces mêmes sanctions qui devrait pousser les Iraniens à faire le premier pas en leur direction. On sait que ces derniers sont déterminés à ne rien faire de tel tant que le vis-à-vis américain n'a pas à tout le moins annoncé les premiers allègements des sanctions qui les frappent, et cela en gage de bonne volonté. Du côté des Européens, à noter que seul le président français est intervenu, et c'est pour proposer la présence de l'Arabie saoudite dans les négociations à venir, à croire que pour lui l'accord de 2015 n'existe plus. Une proposition que les Iraniens se sont empressés de rejeter avec véhémence. La nouvelle administration américaine ne dit pas que l'accord de Genève n'existe plus, parce que si elle le disait elle semblerait du même coup consentir à ce que l'Iran enrichisse son uranium à la hauteur qu'il voudrait, et sans qu'il soit pour autant comptable d'une quelconque violation. Elle ne dit pas non plus et de façon univoque que cet accord est toujours en vigueur, parce qu'alors elle reconnaîtrait que ce sont les Etats-Unis qui sont en contre-venant par rapport à lui, et d'abord pour s'en être retirés il y a maintenant plus de deux ans. Elle s'interdirait du même coup de rien exiger de la part de l'Iran qui du moins ne s'est pas affranchi de toutes les clauses de l'accord, même s'il prend des libertés avec l'une d'elles, ce qu'il fait d'ailleurs en toute franchise. M. H.

une nouvelle plateforme destinée à la possession des logements et l'opération va se poursuivre pour toucher tous les nouveaux programmes lancés depuis 2013.

Aomar Fekrahe

Destiné aux souscripteurs dont les dossiers ont été rejetés

AADL 2, un programme supplémentaire en préparation

Un programme AADL 2 supplémentaire sera lancé prochainement au profit des citoyens ayant introduit des recours. S'exprimant, hier, à la Chaîne 1 de la Radio nationale, le ministre de l'Habitat a indiqué que son département «travaille au lancement d'un programme supplémentaire concernant les recours introduits par les souscripteurs à la formule AADL 2 et dont les dossiers ont été rejetés». Cette décision va faire le bonheur de milliers de demandeurs de logement intéressés par cette formule destinée à la couche moyenne de la société. Le ministre a expliqué que «cette décision intervient après une

réunion d'un comité spécialisé qui a décidé de prendre en charge leurs dossiers à partir de l'année en cours, après l'accomplissement de certaines procédures». Pour ce faire, a expliqué M. Nasri, «l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) mettra à la disposition des souscripteurs une plateforme qui leur permettra de verser la première tranche», avant de s'engager : «Le projet sera achevé dans des délais allant de 24 à 32 mois».

Evocant la situation du secteur qu'il chapeaute, en ces temps de crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19, il dira

que des résultats «très positifs» ont été obtenus, rappelant que des projets déjà programmés ont été achevés et un projet supplémentaire a été prévu afin de répondre à la demande des citoyens. Par ailleurs, le ministre a indiqué que les projets AADL 2 ont été lancés avec un programme de 560 000 logements, dont plus de 235 000 unités ont été réalisées et environ 200 000 appartements ont déjà été distribués. A ce jour, a-t-il précisé, 300 000 logements sont en cours de réalisation. Concernant le programme LPA, Kamel Nasri a indiqué que 130 000 unités de logements ont été prévues dans le

cadre de cette formule. A cela s'ajoute un programme supplémentaire programmé cette année.

Par ailleurs, le ministre de l'Habitat est revenu sur le cas des bénéficiaires de logement dans le cadre de l'AADL 1 et qui voulaient disposer d'acte de propriété de leurs appartements. Il a indiqué que l'Agence a finalisé les procédures administratives liées au foncier, avant de procéder par le truchement des notaires à l'élaboration des actes de propriété pour tout citoyen ayant exprimé le vœu de posséder son logement. Et d'ajouter que l'AADL va mettre en place

Covid-19 à Oran

Les cas de réanimation augmentent à cause de l'automédication

Des malades arrivent dans un état grave à l'EHU d'Oran, qui gère la principale unité de prise en charge du Covid-19, à cause de l'automédication, a indiqué, hier, à la presse, le directeur de cet établissement de santé, Mohamed Mansouri. En marge du coup d'envoi de la campagne de vac-

ination, D' Mansouri a fait savoir que la moitié des lits de réanimation, soit 15 sur 30, sont occupés, alors que le nombre de nouveaux cas de contamination est en baisse. «Certains malades achètent des bouteilles d'oxygène, pensant qu'ils peuvent se prendre en charge seuls à leur domicile», a-t-il déclaré dans ce

sens, soulignant que cette démarche peut entraîner la dégradation de l'état de ces personnes qui arrivent à l'hôpital avec de graves complications. «Pour toute personne atteinte de Covid-19, il est impératif de prendre un avis médical, car seul un médecin est en mesure de décider si elle peut rentrer chez

elle et prendre un simple traitement ou si l'hospitalisation est indispensable, notamment si des complications apparaissent», a-t-il recommandé.

S'agissant de l'évolution de la pandémie au niveau de la wilaya d'Oran, D' Mansouri a indiqué que son établissement enregistre entre 5 et 10 cas par jour.

Une accalmie qu'il espère durable. Le directeur de l'EHUO a, par ailleurs, fait savoir que son établissement a récemment acquis des appareils d'oxygénation «plus performants», ce qui implique une meilleure prise en charge des cas qui présentent des complications respiratoires.

O. N.

Salon de la photographie à Tébessa

Plus de quarante participants à la deuxième édition

n Les salons de la photographie d'art se multiplient, ouvrant les portes aux jeunes passionnés pour une carrière professionnelle réussie. Ce genre de manifestation se veut aussi un espace d'échange et d'information. C'est le cas de la deuxième édition du Salon de la photographie de Tébessa, marquée cette année par une forte participation des différentes régions du pays.

Par Abla Selles

Plus de quarante-trois photographes ont pris part à cette édition, ouverte lundi à la Maison de la culture Mohamed-Chebouki.

Lors de l'événement qui sera clôturé demain, 55 photos sont exposées, capturant la beauté saisissante de la nature de cette wilaya frontalière ainsi que la diversité et la richesse de ses traditions.

Une affluence remarquable a été observée dès l'ouverture de ce salon. Amateurs de la nature, des us et des coutumes de différentes tranches d'âge et passionnés de l'art de la photographie ont afflué à ce salon, qui marque la relance des activités culturelles et artistiques à la Maison de la culture Mohamed-

Chebouki.

«Cet événement a été organisé suite à la décision du ministère de la Culture et des Arts de reprendre les activités culturelles et ouvrir les établissements relevant du secteur, fermés pendant plusieurs mois en raison de la propagation du coronavirus», a indiqué le chef du service des activités culturelles de la même institution, Ali Zarif.

«Un jury composé de spécialistes dans le domaine de la photographie évaluera les œuvres et sélectionnera les photographes qui participeront en mars prochain à la prochaine édition du Salon national de la photographie à Tébessa», a ajouté le responsable.

Le photographe et membre de l'association «Minerve» pour la photographie, Faouzi Daman,



a appelé, de son côté, les passionnés de cet art à profiter de ces opportunités pour présenter leurs travaux, soulignant que ces manifestations permettent d'interagir avec des professionnels du domaine pour profiter de leurs expériences et partager les connaissances.

Les participants à ce salon ont fait part de leur satisfaction à la décision de reprise des activités culturelles, relevant que la démarche contribuera à mettre en avant les créations artistiques et culturelles, notamment la photographie.

A. S.

A l'occasion des vacances d'hiver

Des ateliers pédagogiques et récréatifs pour les enfants

Des ateliers pédagogiques et récréatifs destinés aux enfants ont été lancés, lundi, à la bibliothèque publique de lecture Mustapha-Nettour, sis au chef-lieu de wilaya de Constantine, à l'occasion des vacances scolaires d'hiver, a-t-on appris de la directrice de cette structure culturelle.

Il s'agit d'ateliers d'initiation au dessin et d'innovation artistique, de lecture et d'écriture, de conte, de peinture et de coloriage ainsi que les travaux manuels, qui ont été réservés à la catégorie des scolarisés de cycles d'enseignement primaire et moyen, âgés entre 6 et 14 ans, a précisé à l'APS la directrice de cette bibliothèque, Ouafiya Derouaz. L'organisation de cette manifesta-

tion vise à «promouvoir l'intelligence, l'imagination, la créativité et la personnalité des jeunes générations, et développer le goût artistique à travers leur participation à ce genre d'initiatives», a expliqué la même responsable.

L'activité constitue également, a encore souligné la responsable, une opportunité pour découvrir les jeunes talents dans ces domaines et à mettre en exergue le rôle de la bibliothèque dans l'éducation et la culture des petits enfants.

Cet espace de détente et de loisirs propose de nombreux ouvrages versés dans différents domaines scientifiques, éducatifs et de divertissement, en vue de permettre à un grand nombre d'amateurs de lecture

d'élargir leurs connaissances, a-t-elle noté.

Encadrés par des animateurs de la bibliothèque, des enseignants spécialisés et psychologues bénévoles du secteur de l'Education, ces ateliers sont destinés aussi bien aux enfants issus des zones urbaines que celles suburbaines et rurales, à l'instar des communes de Messaoud Boudjeriou et d'Ibn Ziad, a ajouté M^{me} Derouaz.

En outre, des ateliers ludiques autour de jeux de réflexion figurent au programme de ces journées culturelles et artistiques, a-t-elle fait savoir, signalant que la manifestation sera clôturée la fin de la semaine en cours avec la remise de diplômes d'encouragement aux enfants participants.

D. R.

Sites de Lambèse et Timgad

Levée du gel sur le projet de restauration

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a pris lundi, au second jour de sa visite dans la wilaya de Batna, des décisions d'urgence au profit des sites archéologiques de Lambèse (Tazoult) et Timgad.

«La première décision est la création d'un musée dans la ville de Tazoult digne des pièces archéologiques qui se trouvent dans cette importante région», a indiqué M^{me} Bendouda, ajoutant que la seconde décision est «le lancement immédiat d'une opération pour répertorier les vestiges du site de Timgad sur lequel sera dirigée une équipe de travail spéciale pour contri-

buer à l'opération». «L'absence d'un répertoire des vestiges de ce site rend difficile en cas de perte d'une pièce importante d'en connaître la date d'entrée ou même l'existence», a relevé la ministre qui a souligné que la première décision concernant ce site archéologique qui, selon les explications données, est le plus grand d'Algérie avec 87 hectares, sera de «répertorier effectivement tous les vestiges et biens culturels qui se trouvent en son sein». M^{me} Bendouda a aussi évoqué la valorisation du site de Timgad, y compris son musée de mosaïques, à travers l'initiative de certaines start-up en coordination avec l'Office national de

gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (Ogebc) qui ont présenté sur site une application pour smartphone proposant, contre paiement d'un certain montant, une visite virtuelle guidée des sites archéologiques. La ministre a estimé que cela s'inscrit dans le cadre de «l'exploitation du patrimoine archéologique en vue de le préserver par l'utilisation des revenus ainsi obtenus pour sa protection qui de la sorte ne constituerait plus une charge pour l'Etat». La ministre de la Culture et des Arts a salué la décision du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, de lever le gel sur le projet de protection et de mise en

valeur du site de Timgad qui permettra l'installation de l'éclairage adéquat, l'achèvement de sa clôture et la restauration du musée du site après l'apparition de fissures.

Elle a déclaré qu'un centre d'explication sera érigé à l'entrée du site, outre de petits locaux réservés aux artisans de la région pour vendre des souvenirs aux visiteurs.

La place du site sera également, a ajouté la ministre, «réaménagée pour qu'elle devienne à la hauteur de la nature et du patrimoine architectural de cette zone archéologique de renommée universelle».

M. K.

Berlinale 2021

Le jury composé des précédents lauréats de l'Ours d'or

LE JURY du festival de cinéma de la Berlinale, dont la compétition doit se tenir en mars entièrement en ligne, sera composé cette année de six précédents lauréats de l'Ours d'or, ont annoncé, lundi, les organisateurs à des médias.

Les membres de ce jury, qui n'aura cette année exceptionnellement pas de président, seront invités dans la capitale allemande pour visionner les films sélectionnés dans la compétition principale, dont la liste sera officialisée le 11 février, et désigner les vainqueurs de chaque section. Parmi eux figurent l'Iranien Mohammad Rasoulof récompensé de la plus haute distinction en 2020 pour «*Le diable n'existe pas*», la Roumaine Adina Pintilie («*Touch Me Not*», 2018), la Hongroise Ildikó Enyedi («*On Body and Soul*», 2017), l'Italien Gianfranco Rosi («*Fire At Sea*», 2016) et la Bosnienne Jasmila Zbanic («*Grbavica*», 2006).

Ces réalisateurs «expriment non seulement différentes façons de faire des films sans compromis et de créer des histoires audacieuses, mais ils représentent aussi une partie de l'histoire de la Berlinale», a affirmé dans un communiqué le directeur artistique du festival, Carlo Chatrjian. La 71^e édition de la Berlinale se tiendra en deux temps, avec du 1^{er} au 5 mars une compétition en ligne et l'attribution des prix, dont l'Ours d'or, ainsi que des projections ouvertes au public du 9 au 20 juin, en théorie dans des salles et en plein air. Créée en 1951, la Berlinale est, avec Cannes et Venise, l'un des trois principaux festivals de cinéma en Europe.

R. I.

Hamdani, ministre de l'Agriculture et du Développement rural

«L'Algérie a dépassé les objectifs tracés pour la 1^{re} expérience de culture du colza»

■ Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani, a affirmé, lundi à Guelma, que «l'Algérie est parvenue à dépasser les objectifs tracés pour la première expérience de culture du colza durant l'actuelle saison 2020/2021».

Par Salem K.

Au cours de sa visite à la ferme pilote «Richi Abdelmadjid» dans la commune de Belkheir, le ministre a précisé que «l'objectif de réserver 3 000 hectares pour cette première expérience de culture du colza a été dépassé pour atteindre 3 500 ha effectivement consacrés à cette culture dans plusieurs wilayas».

Dans cette même ferme qui a réservé 40 ha pour le colza dont la moitié pour la production des semences de cette plante, M. Hamdani a relevé que cette spéculation a connu l'adhésion de beaucoup de fermes pilotes et d'exploitations privées, estimant que ce qui a été réalisé jusqu'à présent est «très satisfaisant». Relevant que le succès obtenu durant la campagne de semences de colza «est uniquement un début», le ministre a insisté sur la nécessité du respect de l'itinéraire technique de cette culture jusqu'à la récolte, en coordination avec les cadres de l'Institut technologiques des grandes cultures et les différents acteurs du secteur dont les agriculteurs et les techniciens des services agricoles et de la Chambre d'agriculture.

Le ministre a indiqué qu'il faut adhérer avec force au déve-

loppement de la culture du colza en Algérie en assurant la disponibilité des semences et en élargissant les surfaces durant les prochaines saisons.

Il a également assuré que «l'intégration du colza, du maïs et d'autres spéculations dans la feuille de route de développement de la culture en Algérie n'est pas un slogan ni fortuit, mais a été motivée par le poids de ces produits dans la balance commerciale».

«La flambée des prix de beaucoup de produits alimentaires sur le marché international durant cette phase post coronavirus doit constituer une leçon pour consentir les efforts nécessaires afin de parvenir à l'auto-suffisance dans certains produits stratégiques à l'instar du colza et du tournesol», a-t-il soutenu.

Le ministre a salué les efforts faits dans la wilaya de Guelma, où 455 ha ont été consacrés à la culture du colza, dépassant de 100 ha l'objectif initialement tracé, selon les explications qui lui ont été données au siège de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la commune de Belkheir.

M. Hamdani a invité, à l'occasion, les responsables du secteur agricole à bien préparer pour assurer le succès de la



Ph.D.R.

culture des céréales dans la région en déterminant avec précision les surfaces irriguées par pivots en ces périodes de déficit pluviométrique et en aménageant les structures de stockage. Il a exprimé son mécontentement du grand retard accusé «pour des raisons injustifiées» dans la réalisation au siège de cette même CCLS, d'un silo d'une capacité de 200 000 quintaux.

Lors de sa visite à une exploitation agricole familiale spécialisée en arboriculture fruitière dans la commune de Boumehra occupant 42 ha, le ministre a annoncé «le prochain achèvement» d'un programme spécial de développement de la culture des arbres fruitiers rustiques dont l'amandier et le pistachier, saluant le fait que cette ferme a consacré un demi hectare aux amandiers.

Le ministre a clôturé sa visite par une rencontre à la salle des conférences de la wilaya avec les cadres de son secteur, les agriculteurs et les opérateurs des diverses filières.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural qui a poursuivi hier sa visite dans la wilaya, a été notamment l'invité d'une émission de la Radio algérienne depuis Guelma.

S. K.

Italie

Le PIB a plongé de 9 % en 2020, sous l'effet du virus

LItalie a enregistré une chute de son Produit intérieur brut de 8,9 % en 2020, sous l'effet du choc économique provoqué par la pandémie de Covid-19, selon une première estimation publiée hier par l'Institut national des statistiques (Istat).

Ce plongeon est moins prononcé que celui prévu par la Banque d'Italie et le Fonds monétaire international (FMI), qui tablaient sur une chute de 9,2 %. Le gouvernement italien s'attendait, lui, à une baisse du PIB de 9 %.

La péninsule affiche néanmoins une des pires chutes du PIB de la zone euro, derrière l'Espagne dont l'économie s'est effondrée de 11 % en 2020.

La France a vu son PIB plonger de 8,3 % en 2020 et l'Allemagne de 5 %.

Pour relancer l'économie, le gouvernement table sur un plan de plus de 200 milliards d'euros financé par l'Union européenne, mais la crise politique qui perdure fait peser des doutes sur la capacité du pays à le mettre en œuvre.

Au quatrième trimestre, le PIB italien a reculé de 2 % par rapport au précédent, selon l'Istat. Là encore, la chute est moins importante que prévu par la Banque d'Italie, qui avait pronostiqué un recul de 3,5 %.

Le PIB italien a rebondi de 16 % au troisième trimestre, selon un chiffre révisé à la hausse par l'Institut, après l'assouplissement des mesures de restriction prises

dans le cadre de la pandémie.

Premier pays touché par la pandémie en Europe, l'Italie avait imposé un strict confinement en mars et avril, paralysant une grande partie de son tissu économique. Les entreprises avaient recommencé progressivement à reprendre leurs activités fin avril. Mais la situation sanitaire s'était de nouveau dégradée en octobre, amenant les autorités à adopter de nouvelles mesures de restriction.

La troisième économie de la zone euro devrait connaître une croissance de 3,5 % cette année, d'après les estimations de la Banque d'Italie.

Le gouvernement s'était montré plus optimiste, en tablant sur une hausse de 6 % lors de ses dernières prévisions publiées en octobre.

Pour la Commission européenne, le PIB italien devrait progresser de 4,1 % en 2021, tandis que le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une hausse de 3 %.

A contre-courant de ses voisins européens, l'Italie a assoupli lundi les restrictions anti-Covid en vigueur dans la plupart de ses régions.

Etats-Unis : le PIB à son niveau pré-pandémique mi-2021

Le Produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis devrait retrouver son niveau d'avant la pandémie dès mi-2021, mais il

faudra attendre 2024 pour retrouver les niveaux d'emploi antérieurs à la crise, selon les projections actualisées des services du budget du Congrès (CBO) publiées lundi.

Fondant ses nouvelles prévisions sur le déploiement en cours du vaccin contre le Covid-19, le CBO souligne que «l'expansion économique amorcée à la mi-2020 se poursuivra» et que l'économie sera «plus forte qu'estimé en juillet».

Cette agence indépendante table sur une croissance du PIB de 4,6 % en 2021, de 2,9 % en 2022, de 2,2 % en 2023, puis de 2,3 % en moyenne en 2024 et 2025, et de 1,7 % par an en moyenne également sur la période 2026-2031.

Le PIB de la première économie mondiale s'est contracté de 3,5 % en 2020, sa plus forte baisse depuis 1946.

En revanche, le chômage mettra plus de temps à reculer, a indiqué le CBO. Et, il faudra attendre 2024 pour trouver le même nombre de personnes ayant un emploi qu'avant la pandémie.

Le CBO prévoit ainsi un taux de 5,7 % en 2021 après 8,1 % en 2020, 5 % en 2022, 4,7 % en 2023, 4,2 % en 2024 et 2025, et 4,1 % à partir de 2026.

En février 2020, juste avant que l'économie américaine ne subisse un coup d'arrêt brutal, le taux de chômage était tombé à 3,5 %, son niveau le plus bas depuis 50 ans.

Celui de janvier doit être publié ven-

dredi, mais il ne devrait pas avoir évolué par rapport à décembre, et rester à 6,7 %.

Le CBO souligne également qu'alors que de nombreuses personnes ont abandonné leurs recherches d'emploi – des femmes notamment, contraintes de rester à la maison faute d'écoles ouvertes –, il faudra attendre 2022 pour retrouver une main-d'œuvre au niveau de 2020.

Quant à l'inflation, elle ne devrait dépasser les 2 % – objectif fixé par la Banque centrale américaine, la Fed – qu'après 2023.

La Fed, qui a abaissé ses taux à zéro en mars à cause de la pandémie, ne devrait commencer à les relever que mi-2024, selon les services du budget du Congrès.

Les prévisions du CBO partent toutefois du principe qu'aucun plan d'aide supplémentaire ne sera accordé par le gouvernement fédéral.

Or l'administration Biden espère faire rapidement adopter au Congrès un plan d'urgence de 1 900 milliards de dollars, qui serait suivi d'un plan d'investissements.

Le Fonds monétaire international, dans ses dernières prévisions, anticipe une croissance de 5,1 % en 2021, avec 5 % de croissance supplémentaire sur trois ans (2021, 2022 et 2023) si le plan de relance est adopté.

Ali M.

El-Menea

Plus de 6 200 oiseaux migrateurs observés dans la zone humide du lac Sebkhah El-Maleh

■ Au moins 6 258 oiseaux migrateurs ont été dénombrés par les ornithologues dans la zone humide classée du lac Sebkhah El-Maleh, située à la sortie sud du chef-lieu de la wilaya déléguée d'El-Menea (275 km au sud de Ghardaïa), a appris l'APS, hier, auprès de la Conservation des forêts de la wilaya.

Par Faten D.

Ce recensement hivernal des sujets avifaunes, utilisant la zone humide d'El-

Selon une étude
**L'activité humaine
menace la survie des
espèces sauvages**

FORCÉES de se déplacer davantage pour échapper aux conséquences de l'activité humaine, la survie de nombreuses espèces sauvages est menacée, selon une étude publiée lundi.

Les experts sur la biodiversité des Nations unies avaient averti en 2019 que plus des trois quarts des terres et 40 % des océans de la planète ont déjà été «gravement dégradés» par l'homme. Mais il existe relativement peu d'études portant sur des espèces spécifiques et sur la manière dont l'homme modifie leur comportement.

Pour cette étude, publiée dans la revue *Nature Ecology & Evolution*, des chercheurs australiens ont étudié les conséquences des activités telles que la construction de routes, le tourisme, les loisirs, la chasse, le transport et la pêche sur 167 espèces, allant d'un papillon de 0,05 gramme au grand requin blanc de deux tonnes. Et selon eux, la plupart des espèces ont augmenté la distance qu'elles parcourent de 70 % en moyenne à cause de l'homme. Pour un tiers, ces mouvements ont augmenté, ou diminué, de moitié.

«Cela nous indique que les humains impactent largement les mouvements des animaux, mais qu'en général cela passe inaperçu et que rien n'est fait», a déclaré l'auteur principal, Tim Doherty, de l'Université de Sydney. «Habituellement, nous ne voyons les animaux dans la nature que pendant de courtes périodes et nous ne comprenons pas bien leurs déplacements et l'espace qu'ils utilisent», poursuit le chercheur.

Or, de nombreuses espèces, dont la plupart des mammifères, dépendent presque toute leur énergie à trouver de la nourriture et des partenaires de reproduction. L'énergie supplémentaire dont ils ont besoin pour s'éloigner de l'homme complique donc leur survie, explique-t-il.

Parmi les animaux étudiés, les oiseaux et les insectes se sont davantage déplacés pour éviter d'entrer en contact avec l'homme.

R. E.

Menea comme «une halte et une zone de nidification» sur l'axe migratoire entre l'Europe et l'Afrique, a été établi à la faveur du traditionnel recensement international des oiseaux migrateurs effectué entre le 15 et 31 janvier de l'année en cours par le Réseau national des observateurs ornithologues algériens (R.N.O.O.A) de la région Sud-Est II, conformément au protocole de Wetlands, a expliqué le chef du bureau de la protection de la flore et faune et responsable du comptage, Abdelwahab Chedad.

Ce comptage a permis de répertorier une trentaine d'espèces avifaunes d'eau pour la plupart, dont des espèces citées dans la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) comme menacées d'extinction (sarcelle marbrée, fuligule milouin), a-t-il précisé.

Ces sujets avifaunes ont été observés sur l'ensemble du site de «Sebkhah El-Maleh», classé zone humide naturelle d'importance internationale en 2004 par la Convention de Ramsar, et qui s'étend sur 18 947 hectares, dont 1 600 hectares de plan d'eau et une périphérie végétale, a fait savoir le même responsable.

Et d'ajouter que ce recensement de janvier 2021 (6 258 oiseaux migrateurs) a permis de relever une diminution sensible d'individus et d'espèces, comparativement à l'année précédente 2020 avec 8 360 volatiles.

En réalité, cette baisse des sujets avifaunes migrateurs dans cette zone humide considérée comme un creuset d'une biodiversité exceptionnelle est «étroitement» liée aux défis de l'urbanisation, de la végétation agricole adjacente et surtout de la rareté de la pluie et la sécheresse constatée cette année dans la région d'El-Menea, induite par le changement climatique, a précisé le chef du bureau de la protection de la flore et la faune.

«Cette zone aquatique revêt



une grande importance et constitue un baromètre pour la biodiversité locale», a souligné M. Chedad.

Ce site est devenu une indispensable étape pour les milliers d'espèces d'oiseaux migrateurs qui s'y réfugient pour échapper à l'hiver rigoureux qui règne dans l'hémisphère Nord, profitent du climat doux à El-Menea pour renouveler leur plumage avant la saison de reproduction.

Une faune et une flore exceptionnelles à Sebkhah El-Maleh

La zone humide «Sebkhah El-Maleh», connue des ornithologues du monde suite à son classement international sur la liste de la Convention de Ramsar, abrite une faune et flore exceptionnelles composées d'oiseaux migrateurs, de toutes sortes d'insectes et d'une végétation luxuriante, qui constituent un parfait pied-à-

terre pour ces sujets avifaunes migrateurs diversifiés et variés, dont une partie inscrite sur la liste des oiseaux menacés élaborée par l'UICN, a soutenu le chef du bureau de la faune et la flore. Les observateurs du R.N.O.O.A de la région Sud/Est II, organe national créé en 2011 par arrêté ministériel, au niveau de la direction générale des forêts (D.G.F) pour recenser les espèces ornithologiques et leur évolution, ont également répertorié une colonie de 2 831 individus avifaunes migrateurs de plus d'une vingtaine d'espèces (sarcelle d'hiver, canard souchet, canard pilet, gallinule poule-d'eau, foulque macroule) dans la zone humide «artificielle» de Kef El-Doukhan (exutoire de l'oued M'zab) à El-Atteuf, créés à la faveur d'un programme de traitement des eaux usées, de préservation de l'environnement et des ressources hydriques de la vallée du M'zab, a-t-il encore fait savoir.

Au total, un effectif de 10 786 oiseaux migrateurs a été recensé dans les différentes zones aquatiques existantes et de quatre naturelles non classées dans la wilaya de Ghardaïa.

Parmi les multiples zones humides que compte la wilaya, le lac Sebkat El-Maleh à El-Menea, classé «site Ramsar» depuis 2004, suscite un intérêt particulier et peut contribuer à la dynamique de développement local et devenir, selon les souhaits de la population, un centre d'éducation à l'environnement et un observatoire des avifaunes. La célébration de la Journée internationale des zones humides commémore la signature du traité intergouvernemental adopté le 2 février 1971 dans la ville iranienne de Ramsar, connu sous le nom de «Convention Ramsar sur les zones humides».

F. D.

Illizi

La zone humide d'Iherir, un espace de grande importance écologique

Les services de la Conservation des forêts de la wilaya d'Illizi s'attellent à la valorisation de la zone humide d'Iherir (250 km au sud) qui constitue un espace d'importance écologique lui ayant permis d'être classé sur la liste Ramsar des zones humides d'importance mondiale.

Cette zone humide au cœur d'un site rocailleux, avec sa végétation luxuriante, ses gueltas et plans d'eau avec des poissons et la diversité de sa faune, fait le bonheur des touristes qui visitent le Tassili N'Ajjer, a indiqué, hier, à l'APS le conservateur adjoint des forêts, Abdeslam Arab. Pour préserver cet espace et son équilibre écologique, les services de la Conservation des forêts de la

wilaya d'Illizi s'attellent, en coordination avec différents partenaires dont les services de l'Environnement et des Ressources en eau, à la valorisation de ces atouts, à travers des projets visant la protection du site de menaces telles que la surexploitation des ressources, notamment hydriques, et les différentes formes de pollution, a affirmé M. Arab.

Parmi ces projets, l'aménagement de l'Oued Iherir et le traitement biologique des eaux déversées dans le cours de l'oued, a-t-il expliqué. L'oasis d'Iherir abrite les activités de célébration de la Journée mondiale des zones humides (2 février), placée cette année sous le signe de «Zones humides et

eau», pour laquelle la Conservation des forêts a arrêté un programme comportant la distribution de dépliants aux élèves pour leur faire connaître les zones humides de la wilaya et les sensibiliser sur l'importance de la préservation de la biodiversité, en plus d'organiser des actions de nettoyage sur le site de la zone humide et la présentation d'outils d'observation de l'avifaune migratrice. La Conservation des forêts d'Illizi a dénombré à ce jour plus de 35 espèces d'oiseaux migrateurs à travers les différentes zones humides et plans d'eau de la région du Tassili N'Ajjer, à l'instar de celles de Tifertine, Ifri, Tamadjert et Iherir, a révélé M. Arab.

Maya K.

Birmanie

Appel à libérer Aung San Suu Kyi au lendemain du coup d'État

■ Le parti d'Aung San Suu Kyi a appelé, hier, à «la libération» immédiate de la dirigeante, au lendemain d'un coup d'État en Birmanie, condamné par la communauté internationale, Washington faisant planer la menace de sanctions avant une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU.

Par Mourad M.

Le putsch s'est fait sans effusion de sang, mais des soldats étaient encore déployés dans la capitale Naypyidaw, où Aung San Suu Kyi, 75 ans, et d'autres dirigeants de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), ont été interpellés lundi à l'aube. Des militaires encerclaient aussi les bâtiments où résident les parlementaires, une députée LND décrivant à l'AFP un «centre de détention à ciel ouvert». «Nous avons des vivres, mais nous ne pouvons pas sortir de l'enceinte à cause des soldats», a-t-elle expliqué, sous couvert d'anonymat. Selon elle, Aung San Suu Kyi et le président de la République Win Myint sont «assignés à résidence dans la capitale», mais l'armée n'a divulgué aucune information sur leur lieu de détention.

«Nous sommes inquiets, nous

souhaiterions des photos pour nous rassurer sur la condition de "Mother Suu", a relevé la députée.

La LND a appelé sur Facebook à la «libération» immédiate de la prix Nobel de la paix 1991 et des autres responsables du mouvement, dénonçant une «tache dans l'histoire de l'État et de Tatmadaw», l'armée birmane.

Cette dernière doit «reconnaître le résultat des élections de novembre», a ajouté le parti.

Contestant la validité de ce scrutin, remporté massivement par la LND, les militaires ont proclamé lundi l'état d'urgence pour un an, mettant brusquement fin à une décennie de processus démocratique limité, mais stable.

24 heures après, les langues avaient du mal à se délier par peur de représailles dans un pays qui a vécu, depuis son indépendance en 1948, sous le joug de la dictature militaire pendant près de 50 ans.

«Les gens ne vont pas descendre dans les rues pour manifester. Tout le monde sait que les soldats sont armés et peuvent tirer», relève Maung Mu, vendeur de journaux à Rangoun. «On a peur de critiquer ouvertement, même si nous n'aimons pas ce qu'il se passe», souligne Maung Zaw, qui tient un petit étal de viande, tandis qu'un chauffeur de taxi se dit «inquiet et effrayé».

Aucun signe de présence militaire significative n'était toutefois visible dans la ville, capitale économique de plus de 5 millions d'habitants, preuve de la confiance des militaires dans leur emprise sur le pays, d'après des observateurs.

Les connexions téléphoniques et l'accès à internet, très perturbés la veille, fonctionnaient à nouveau, les banques étaient rouvertes, mais l'aéroport international restait fermé.

Les marchés et les rues, généralement animés malgré la pandémie de coronavirus, étaient toutefois plus calmes qu'à l'ordinaire. Pressentant les événements, Aung San Suu Kyi avait préparé un message par anticipation, exhortant les Birmans à «ne pas accepter le coup d'État». L'armée a promis d'organiser de nouvelles élections «libres et équitables», une fois que l'état d'urgence d'un an serait levé, mais les Birmans se montraient pessimistes.

«Ils ont osé mener un coup d'État en pleine pandémie. Ils peuvent tout se permettre», a estimé le chauffeur de taxi.

Les généraux restaient en



tous cas silencieux face aux vives condamnations venues de l'étranger.

Le président américain Joe Biden a appelé la communauté internationale à «parler d'une seule voix pour exiger de l'armée birmane qu'elle rende immédiatement le pouvoir», l'ONU et l'Union européenne condamnant unanimement le coup d'État.

A l'inverse, Pékin a refusé de critiquer qui que ce soit, demandant simplement toutes les parties à «résoudre les différends».

Une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU doit avoir lieu cette semaine.

Le chef de l'armée, Min Aung Hlaing, qui concentre désormais l'essentiel des pouvoirs, est un paria pour les capitales occidentales du fait de la répression sanglante menée par les militaires contre la minorité musulmane rohingya, un drame qui vaut à la Birmanie d'être accusé de «génocide» devant la Cour internationale de justice (CIJ), la plus haute juridiction de l'ONU.

Aung San Suu Kyi, très critiquée à l'international pour sa passivité dans cette crise qui a conduit des centaines de milliers de Rohingyas à se réfugier au Bangladesh, reste toutefois adulée dans son pays.

Longtemps exilée, «la dame de Rangoun» est rentrée en Birmanie en 1988, devenant la figure de l'opposition face à la dictature militaire. Elle a passé 15 ans en résidence surveillée avant d'être libérée par l'armée en 2010.

En 2015, la LND avait obtenu une large majorité et l'ex-dissidente avait été contrainte à un délicat partage du pouvoir avec l'armée encore très puissante.

Malgré la crise des Rohingyas, l'Occident «doit respecter le résultat des législatives de novembre qu'elle a remportées haut la main», estime Derek Mitchell, ex-ambassadeur des USA en Birmanie. «Ce n'est pas la personne, c'est le processus démocratique qui est en jeu».

M. M.



Commentaire

Constitution

Par Fouzia Mahmoudi

Cela fait déjà près de vingt ans que Recep Tayyip Erdogan règne sur la Turquie et qu'il a, au fil du temps et à mesure que son pouvoir et son influence s'étendaient, pris soin de renforcer encore et toujours ses prérogatives et son emprise sur la nation d'Atatürk. Et alors qu'il est depuis sept ans le président aux pleins pouvoirs après un changement constitutionnel, il veut encore une fois modifier le texte fondateur de la Turquie moderne. En effet, le dirigeant islamiste s'est prononcé cette semaine en faveur d'une nouvelle Constitution, provoquant la surprise à deux ans d'élections qui s'annoncent compliquées pour lui. «Il est clair qu'à la source des problèmes de la Turquie se trouvent les Constitutions écrites par des putschistes depuis les années 1960 (...) Il est peut-être temps pour la Turquie de rouvrir le débat sur une nouvelle Constitution», a déclaré Erdogan. «Nous pourrions prendre des mesures en ce sens si nous trouvons un accord avec le parti ultra-nationaliste MHP, son allié», a ajouté Erdogan au cours d'une conférence de presse à l'issue d'un Conseil des ministres à Ankara. Tout projet de Constitution serait soumis à référendum, a-t-il affirmé. Erdogan a déjà procédé, en 2017, à une profonde révision de la Constitution actuelle, qui date de 1982 et a été réécrite dans la foulée d'un coup d'État militaire. Aux termes de cette refonte constitutionnelle validée par référendum, la Turquie est notamment passée d'un régime parlementaire à un système présidentiel ayant considérablement élargi les pouvoirs du chef de l'État. Ces dernières déclarations interviennent à un moment où nombre d'analystes et d'opposants lui prêtent l'intention de précipiter les prochaines élections, présidentielle et législatives, prévues pour 2023, ce qu'il dément. Aux élections présidentielle et législatives organisées en 2018, Erdogan a été confortablement réélu, mais son parti, l'AKP, n'a pu remporter la majorité absolue qui lui aurait permis de gouverner seul. Le chef de l'État dirige actuellement la Turquie dans le cadre d'une coalition informelle avec le chef du MHP, Devlet Bahçeli, autrefois l'un de ses plus féroces rivaux. Signe des dangers qui le guettent, Erdogan a essuyé en 2019 un spectaculaire revers électoral aux municipales en perdant Istanbul et Ankara, des villes que les islamo-conservateurs contrôlaient depuis un quart de siècle. Erdogan, âgé de 66 ans, pourrait en théorie, comme le lui permet la Constitution actuelle, rester jusqu'en 2028 à la tête de l'État. Reste à voir si les Turcs, qui se sont montrés particulièrement conciliants avec les excès d'Erdogan, seront prêts à lui donner les clés de la Constitution de leur pays, et permettre ainsi au président islamiste de transformer en profondeur une nation qui était durant des décennies citée en exemple pour sa modernité, il est vrai dans les grandes villes, et sa paix sociale.

F. M.

États-Unis

Le nord-est pris dans une puissante tempête de neige

Déplacements réduits à l'essentiel, aéroports, écoles et centres de vaccinations anti-Covid fermés : une puissante tempête de neige aux allures de blizzard a frappé lundi le nord-est des États-Unis, qui pourrait entrer dans les annales des plus fortes chutes de neige enregistrées à New York.

De Washington à Boston, de la Pennsylvanie au Maine, des dizaines de millions d'habitants avaient été placés en état d'alerte face à cet épisode neigeux accompagné de bourrasques allant jusqu'à 80 km/h. A 16 heures locales, la couche de neige avait atteint près de 39 cm à Central Park, selon le National Weather Service. En début de soirée, les précipitations marquaient une pause à New York. Mais les prévisions faisaient état de nouvelles chutes de neige hier sur la région nord-est, avec

encore 30 cm attendus par endroits et toujours des conditions proches du blizzard, a tweeté le NWS. Selon des données recensées depuis 1869 à Central Park, une couche de plus de 50 cm au total se hisserait dans les huit épisodes les plus neigeux enregistrés à New York. Le record date de janvier 2016, avec près de 70 cm tombés en trois jours. Certains évoquaient le «grand blizzard» historique de mars 1888 : la ville, prise par surprise en début de printemps, avait alors déploré des dizaines de morts et des dégâts matériels considérables. Dans une capitale économique américaine déjà ralentie par la pandémie, le maire Bill de Blasio a déclaré un état d'urgence local afin de faciliter les manœuvres des engins de déblaiement, omniprésents sur les grands axes. Alors que beaucoup de

salariés travaillent de chez eux depuis des mois, les huit millions d'habitants ont été priés de rester chez eux. Les centres de vaccination anti-Covid-19, qui fonctionnent uniquement sur rendez-vous – très difficiles à décrocher faute de vaccins en nombre suffisant – ont aussi été fermés jusqu'à nouvel ordre.

«À ce rythme de chutes de neige, les chasse-neige ne peuvent pas suivre», a averti le gouverneur de l'État New York, Andrew Cuomo. La plupart des trains de banlieue desservant New York et les tronçons de métro aérien ont cessé de circuler dans l'après-midi.

«Si vous n'êtes pas un travailleur "essentiel", vous ne devez pas être dehors», a ajouté le gouverneur, prévenant les automobilistes qu'ils risquaient de rester coincés sur des routes impraticables.

Immersion au sein de l'Entreprise nationale de géophysique

Les «échographistes» des hydrocarbures

■ Véritables explorateurs de nouveaux territoires, les employés de l'Entreprise nationale de géophysique arpentent le Sahara à la recherche de gisements d'hydrocarbures.

■ Nous avons le plaisir de vous livrer le premier dossier, comprenant un reportage et un entretien, de la série «Février de l'Energie». Première initiative du genre dans l'histoire de la presse nationale, votre quotidien «Le Jour d'Algérie» vous annonce que le mois de février sera placé sous la bannière de l'Energie. Dans une série d'articles consacrés au thème des hydrocarbures et autres formes d'énergie, il vous sera proposé un bouquet de reportages et d'entretiens, confectionnés par une équipe de journalistes spécialement dépêchée sur les lieux, tant dans le sud que dans le nord du pays. Le lecteur sera convié tout au long de ce mois, à intervalles réguliers de parution, à apprécier un travail de fond, fait d'analyses et diagnostics élaborés par des experts rencontrés au sein des entreprises du secteur et dans les espaces de production.

Par Mehdi Mourad

Voir ce qui est caché au plus profond de la terre. C'est la mission des ingénieurs et des techniciens de l'Entreprise nationale de géophysique (Enageo). Ils sont géologues, géophysiciens, topographes et informaticiens et c'est grâce à leurs connaissances que commence toute initiative de recherche d'hydrocarbures. Filiale du groupe Sonatrach, l'Enageo est donc à la disposition de la compagnie nationale. Elle intervient dès qu'un périmètre est identifié par les services de l'Activité Amont de la Sonatrach. Véritables pionniers des temps modernes, ses équipes s'engagent dans les endroits les plus reculés du pays – souvent dans des lieux où l'être humain moderne n'a jamais mis les pieds – pour poser leurs matériels ultrasophistiqués. Rencontré au siège de l'Enageo à Hassi-Messaoud, Fodil

Babaya, directeur technique, parle avec passion de son métier. «Nous agissons comme un médecin radiologue spécialiste en échographie. Le médecin passe la sonde à ultrasons sur le corps et la machine transforme le signal ainsi réfléchi par les organes en images vidéo. Notre travail est identique, sauf que nous utilisons des camions vibreurs pour injecter des ondes sismiques dans le sous-sol et des capteurs reliés à des câbles en fibre optique. Ce dispositif recueille les informations, puis des logiciels les transforment en images qui permettent de savoir s'il y a bien des hydrocarbures dans un périmètre donné», explique-t-il calmement. Mais si un médecin intervient sur quelques centimètres carrés, le champ d'intervention du personnel de l'Enageo peut atteindre des milliers de kilomètres.

Camp sismique

La recherche d'hydrocarbures est avant tout une question d'organisation et de logistique. Lorsqu'une équipe part en mission en plein désert, il est nécessaire de mettre à sa disposition tous les moyens pour travailler durant plusieurs mois dans des conditions de sécurité et de



Fodil Babaya, directeur technique de l'ENAGEO

confort optimales. La première étape d'une campagne de prospection sismique consiste donc à installer le camp, un véritable village composé de roulottes et de tentes qui peut accueillir 600 âmes. «L'opération commence par une phase de reconnaissance du terrain qui est assurée par le manager du projet, un topographe et un responsable HSE (hygiène-sécurité-environnement). Généralement, le camp est installé au centre du périmètre pour optimiser les déplacements. L'installation de toutes les commodités peut prendre un à deux mois, elle débute dès les premières activités de relevés sismiques», souligne Brahim Mehdi, directeur de la logistique de l'Enageo. Une campagne sismique nécessite l'intervention d'une vingtaine de corps de métiers : informaticiens, topographes, chauffeurs, manoeuvres



Camion vibreur en action

poseurs de câbles, équipes de catering et d'hôtellerie, gardiennage, équipe médicale, informaticiens, techniciens de maintenances, mécaniciens... «Le camp sismique est composé d'espaces de travail, de repos, de restauration et de loisirs. Nous avons même un accès à internet et aux communications téléphoniques grâce au satellite. Tous ces moyens nous permettent d'opérer dans des lieux isolés. Bien sûr, les conditions de travail sont extrêmes car nous intervenons au cœur du Sahara», note le directeur de la logistique.

Un câble de 500 km

Le camp exige aussi l'intervention d'une centaine de véhicules et d'engins de différentes catégories pour assurer différentes tâches : transport des équipes, ravitaillement en eau, en vivres et en carburant. «Il est parfois nécessaire d'avoir une trentaine de bulldozers pour ouvrir des pistes à travers les dunes», ajoute Brahim Mehdi. Mais la star du parc de l'Enageo c'est le camion vibreur AHV-IV. De marque hollandaise, ce monstre de 28 tonnes, monté sur des pneus surdimensionnés, a la capacité de produire des ondes sismiques grâce à un dispositif rétractable. On ressent la terre trembler légèrement lorsque les camions vibreurs entrent en action. Après avoir roulé une vingtaine de mètres, les conducteurs s'arrêtent et font vibrer le sol, puis redémarrent pour répéter la même opération.

Mais avant l'intervention de ces engins, il est nécessaire de procéder à la pose des câbles en fibre optique et ses capteurs de vibrations. La première étape consiste à identifier les points de pose. Cette opération est assurée par des équipes de topographes. «Il est important de couvrir tout le périmètre. Les topographes doivent respecter les

consignes de la Sonatrach au centimètre près. Pour cela, ils utilisent deux stations de GPS, une station de référence fixe et une station mobile. Les points sont ensuite déterminés grâce à des fanions de couleur jaune», explique Fodil Babaya.

La configuration du quadrillage diffère selon la technique utilisée, selon que ce soit en 2 dimensions ou en 3 dimensions. Puis vient le tour des équipes de manoeuvres chargés de la pose des câbles. Ils sont tenus de brancher un capteur devant chaque fanion. Un travail laborieux, notamment durant les fortes chaleurs et le mois de ramadhan, car il s'effectue à pied. «Sur le terrain, la moyenne en matière de pose est de 30 000 à 40 000 capteurs pour le 2D. Pour la nouvelle technologie 3D, il faut environ 100 000 capteurs. Les capteurs sont ultrasensibles, ils utilisent la même technologie que ceux des plus récents smartphones», précise le directeur technique. Fodil Babaya ne manque pas de rappeler le travail des équipes de l'Enageo lors d'une campagne sismique 2D effectuée au nord du Mali, lorsqu'elles ont posé un câble de 500 kilomètres de long dans le bassin de Taoudeni, soit l'équivalent de la distance qui sépare Alger d'Annaba !

Vitesse grand V

Une fois la pose achevée, l'opération d'acquisition sismique peut débuter. Les camions vibreurs injectent des vibrations à basses fréquences. Les ondes pénètrent dans le sous-sol puis sont enregistrées par les capteurs en revenant vers la surface. Toute l'opération est conduite par le camion laboratoire d'enregistrement où sont installés des opérateurs face à des écrans de contrôle. «Le rôle des opérateurs du laboratoire d'enregistrement consiste à contrôler et gérer les équipes qui sont sur le terrain. A titre indicatif, les équipements de vibration montés sur les camions sont contrôlés et actionnés à distance par les opérateurs du camion-laboratoire. Il est impératif que les

vibrations se déroulent en même temps. Les conducteurs, qui sont en relation avec le labo via une radio HF, doivent se concentrer sur la conduite. L'état mécanique des camions-vibreurs est lui aussi contrôlé à distance par le laboratoire d'enregistrement», note Brahim Bouchareb, superviseur instruments, chargé du pilotage des opérations d'acquisitions des données sismiques sur le terrain. L'ingénieur est fier de présenter le tout nouveau système Sercel 508XT qui équipe ce laboratoire mobile : «La technologie permet aujourd'hui de collecter les données sismiques à la vitesse de 0,002 seconde, une performance qui facilite le travail sur le terrain». Acquis récemment par l'Enageo, ce système permettra d'augmenter la qualité des prestations de l'entreprise et, par là-même, les capacités de recherche d'hydrocarbures de la Sonatrach. Après la phase d'acquisition, intervient celle de prétraitement qui s'effectue dans le camion-laboratoire ou dans le camp sismique. «L'objectif de ce travail consiste à transformer les données en coupe sismique», indique Brahim Bouchareb. Toutes les informations sont ensuite enregistrées sur des bandes magnétiques de haute technologie, dont le boîtier est semblable à un disque dur. L'avantage de ces bandes magnétiques est qu'elles permettent de stocker les données durant 25 ans. Ces boîtes renferment la mémoire du patrimoine minier du pays, et l'Enageo en est la gardienne. Il est cependant nécessaire d'établir une véritable image plus précise suite au traitement préliminaire. Les bandes magnétiques sont acheminées vers le centre de calcul de l'Enageo, situé à Boumerdès. Sur place, les ingénieurs procèdent à l'établissement d'une cartographie tridimensionnelle qui permettra de déterminer le potentiel du périmètre désigné par la Sonatrach. Et nous en sommes là qu'au début d'un long processus avant que la première goutte de pétrole et le premier jet de gaz ne sortent à la surface... M. M.

Abdelkader Cherfaoui (Président Directeur Général de l'ENAGEO) au Jour d'Algérie :

«Acquisition et maîtrise des nouvelles technologies, notre challenge»

■ Premier maillon dans la chaîne de production des hydrocarbures, l'Enageo (Entreprise Nationale de Géophysique), filiale du Groupe Sonatrach tente de s'adapter et tracer son avenir, en dépit de la crise économique générée par la pandémie de covid-19. Son PDG, Abdelkader Cherfaoui nous détaille sa feuille de route.

Par Entretien réalisé par Mourad Hadjersi

Le Jour d'Algérie : Peut-on connaître le métier de l'Enageo dans le processus de production des hydrocarbures ?

Abdelkader Cherfaoui : Dans le processus de chaîne de valeurs de Sonatrach, il y a la recherche des hydrocarbures, leur développement, leur production, leur transport enfin leur commercialisation ; l'Enageo fait partie du premier maillon du EP (Exploration - Production). Il faut savoir qu'en Algérie, il y a des domaines miniers ou des domaines sédimentaires qui peuvent contenir des hydrocarbures, et pour chercher ces hydrocarbures, il faut des méthodes pour les trouver, entre autres, la géologie ou des méthodes de géophysique. Dans ces dernières, il y a l'acquisition sismique qui fait la carte topographique de surface et d'autres méthodes potentielles qui sont intégrées dans nos méthodes de recherche pour rechercher les hydrocarbures. En fait, on recherche des anomalies géologiques qui peuvent contenir des hydrocarbures. Et c'est dans la géophysique qu'intervient l'Enageo. Quand il y a possibilité d'avoir des hydrocarbures dans un domaine minier, l'Enageo fait la reconnaissance 2D (deux dimensions). Après ces études de reconnaissance, le travail sera vers le détail, et c'est là qu'on trouve les anomalies géologiques. Le rôle de l'Enageo est de fait, la réalisation de cartographie souterraine de notre sol et elle interprète toutes les données, elle scanne le sous-sol avant le passage au forage et

l'exploitation.

Quelle a été l'impact de la double crise économique et pandémique sur les performances de l'entreprise ?

A. Cherfaoui : Etant donné que l'Enageo fait partie du Groupe de Sonatrach, donc la pandémie a impacté tout le monde, ce qui nous a poussé à fournir un double effort, en premier lieu, les filiales sont là pour assister la société-mère, donc sachant que le budget de Sonatrach a été réduit, automatiquement cela s'est répercuté sur ses filiales. Pour notre part, nous avons fait un effort supplémentaire envers Sonatrach, et ça ne fait plaisir, en réduisant nos coûts de production, et c'était un challenge pour uniquement permettre à Sonatrach de réaliser une partie de ses investissements et de ne pas être pénalisée dans ses programmes. Donc, notre plan de charge a été diminué, et il faut savoir qu'à l'avenir cela sera une exigence de réduire les coûts pour survivre et demeurer performant. Quant à la pandémie, il y a eu un impact direct et un autre indirect. Nous étions obligés d'appliquer un protocole strict et rigoureux, du fait qu'on ne peut pas se permettre la fermeture d'un chantier. Au début, nous étions obligés de confiner notre personnel durant deux semaines avant qu'ils ne rejoignent leur chantier au Sud, et même ceux qui terminent leur séjour sur chantier étaient obligés de rester retenus sur place, avec les indemnités qui en découlent, un autre impact financier qui vient s'ajouter au poids de la crise. Et même le confinement, dans sa globalité, a un coût financier,



Abdelkader Cherfaoui P-dg de l'ENAGEO

puisqu'on était même obligés de louer des infrastructures externes pour confiner notre personnel.

Partant du constat de cette année difficile, comment voyez-vous les perspectives ?

A. Cherfaoui : En fait, la pandémie a eu des effets économiques négatifs sur tout le monde, sur le plan de charge et par ricochet sur le chiffre d'affaires, mais sincèrement, cette crise sanitaire nous a appris à travailler différemment et développer d'autres façons de faire. Par exemple pour notre personnel du Nord, nous avons remarqué que beaucoup de femmes ne pouvaient pas venir travailler mais heureusement nous avons développé le télétravail, donc ce sont des choses qui existaient ailleurs mais la pandémie nous a poussés à les adopter et tant mieux parce que nous allons l'adopter, dans certaines mesures, même après la disparition de la crise sanitaire. Dans le processing, par exemple, le travail exige une pro-

duction continue sur les vingt quatre heures, alors le télétravail va nous permettre, en fait, d'augmenter notre productivité.

En dépit de la crise, nous avons une certaine visibilité au niveau de l'Enageo en termes économiques avec notre partenaire Sonatrach qui est en train de travailler dans cette perspective, notamment dans le cadre des partenariats avec les sociétés étrangères et aussi dans le cas où notre Groupement s'oriente vers l'international, nous allons l'accompagner sans aucun doute.

L'Enageo s'est-elle adaptée aux exigences technologiques que lui imposent ses challenges ?

A. Cherfaoui : Contrairement aux autres activités dans le secteur, où l'appareillage et les équipements de travail peuvent être utilisables pour vingt à trente ans, seulement dans notre domaine, la technologie évolue d'une manière vertigineuse, c'est chaque

trois ans, pratiquement, nous avons une nouvelle technologie, donc il faut que nous soyons toujours à jour. Nous sommes passés de la technique 2D vers une sismique de 3D, et dans les 3D nous sommes passés des techniques conventionnelles (analogiques) aux laboratoires numériques, toute cette chaîne d'enregistrement digitale dont dispose Enageo actuellement, ce qui veut dire qu'il n'y aura pas de perte d'information, de la source au laboratoire. En plus de cela, vu la complexité de notre domaine minier et les profondeurs qu'on sonde, il vous faut, outre l'expertise en termes de méthode, l'équipement technologique le plus avancé possible. Comme nous avons acquis les camions - vibrateurs dernière génération capables de générer même la basse fréquence qui nous permet de capter au profit de notre client le meilleur produit possible pour qu'il puisse faire une interprétation lui permettant de prendre les décisions moins risquées.

L'ENAGEO, cet éclaireur des profondeurs

Placée en première ligne des missions stratégiques du groupe Sonatrach, la filiale ENAGEO (Entreprise nationale de Géophysique) est une source de réflexion et d'études qui fournit le premier souffle à toute la politique de l'exploration et du développement des hydrocarbures. Sans l'expertise, la recherche et un concentré d'ingénierie hautement déclinée, il est pratiquement impossible de connaître le fond, le contenu, le niveau et la qualité des réserves souterraines, leur localisation ainsi que le meilleur mode de leur exploitation. Plus qu'un éclaireur, l'Enageo fait office de cet "œil" à portée aussi fiable que profonde qui guide l'action de Sonatrach dans sa quête d'exploration et d'exploitation. À l'unité de Boumerdès, dédiée au traitement des données, c'est grâce à

un haut niveau de technicité et de savoir faire technologique totalement algériens que la machine avance. Ici la ressource humaine est pleinement engagée dans un domaine où s'allient compétence et aptitude à l'analyse. Au milieu des équipes mobilisées, le jeune Chaib Oussama qui n'a pas encore accompli ses 27 ans s'est révélé néanmoins comme un acteur majeur au sein de l'entreprise. Ingénieur en géophysique (doctorant) il a rejoint le centre de traitement de Boumerdès il y a à peine 3 ans et demi et se dit fier de faire partie de l'aventure scientifique au service de l'optimisation des ressources énergétiques. D'emblée, Oussama nous explique que leur mission consiste "à mener à bien, voire optimiser les projets de caractérisation sismique du réservoir". Il ajoute "le plus important chez nous c'est la



Chaib Oussama, ingénieur en géophysique

capacité d'analyse de l'intervenant, c'est à dire de l'ingénieur après la collecte des données puisées sur le terrain. Il s'agit d'un travail d'équipe multidisciplinaire". L'approche qui privilégie le système intégré afin de réunir tous les paramètres de lecture de données facilitera selon lui l'étape de traitement avant celle

de l'interprétation. Le jeune ingénieur nous explique en fait le processus mis en place pour percer les secrets des sous-sols à des milliers de mètres de profondeurs. Et c'est là qu'intervient la phase de l'interprétation selon Oussama. "L'interprétation quantitative permet de connaître à partir de l'analyse du squelette

tout type de formation géologique pour détecter la roche réservoir et la différencier des autres. Cela permet de déterminer aussi le contenu en fluide d'un réservoir". Au cœur de l'Enageo-Boumerdès, une salle des machines qui ressemble à une grande station informatique décline une série d'ordinateurs interconnectés suivant un schéma et un dialogue que seuls les initiés peuvent percevoir, donne déjà une idée sur la complexité de la mission et du niveau d'exigence afin de se mettre à l'assaut des profondeurs et des ressources pétrolières. C'est dans cette ambiance scientifique et de technologie qu'évoluent les jeunes ingénieurs de cette entreprise à l'image de Chaib Oussama. Cela conforte l'espoir d'un avenir plein d'énergie grâce à cette jeune ressource humaine.

Karim Alem



MC Alger

La direction soutient l'entraîneur Neghiz

LA DIRECTION du MC Alger (Ligue 1 algérienne de football) a renouvelé sa confiance à l'entraîneur Nabil Neghiz, tout en lui demandant de «redresser rapidement la situation», dès le prochain match, prévu mercredi en déplacement face à la JS Saoura (14h30), a appris l'APS, lundi, auprès du président du Conseil d'administration, Abdenacer Almas.

«Nous nous sommes réunis avec Neghiz ce lundi matin, pour aborder la situation actuelle de l'équipe, qui traverse un passage à vide. Nous avons relevé la nécessité de sortir la tête de l'eau dès le prochain match. Nous avons renouvelé notre confiance à Neghiz, qui doit trouver des solutions», a indiqué le premier responsable du «Doyen».

Après un bon début de saison, le Mouloudia a fait du surplace, avec un triste bilan de deux matchs nuls à domicile et une défaite en déplacement, lors des trois dernières journées. «Neghiz a été réceptif lors de cette réunion. Nous lui avons fait part de notre mécontentement suite à ses déclarations à la presse tenues à chaud, concernant l'obligation de régulariser la situation financière des joueurs. Je tiens à préciser que les droits des joueurs sont garantis et seront régularisés tôt ou tard. Certes, nous traversons une crise financière, à l'instar de la plupart des clubs, mais le dénouement ne saurait tarder», a-t-il ajouté.

«Je condamne les incidents du siège de Sonatrach»

Appelé à commenter les incidents survenus ce lundi au siège de la direction générale de Sonatrach, Abdenacer Almas a condamné avec fermeté ces actes de vandalisme, «péripétrés par des supporters manipulés». «Je condamne ces incidents qui ternissent l'image du club. Ces supporters sont manipulés par des gens qui vont se reconnaître, ils sont en train de pêcher en eau trouble».

Des supporters du MCA ont vandalisé, lundi à Hydra (Alger), la façade du siège de la direction générale de Sonatrach, actionnaire majoritaire du club, pour protester contre les mauvais résultats concédés par l'équipe, selon des vidéos postés sur les réseaux sociaux. Enfin, concernant son avenir à la tête du club, Almas a affirmé qu'il ne songeait pas démissionner, tout en assumant pleinement ses responsabilités.

«J'ai été chargé d'une mission par les responsables de Sonatrach, je suis en train de travailler de bonne foi, avec l'intention de mener à bien mes fonctions. Maintenant, si Sonatrach décide de me confier une autre mission, je suis prêt à accepter», a-t-il conclu.

Mouloudia d'Oujda

El-Moueden s'engage pour six mois

LE MILIEU offensif algérien, Abdallah El-Moueden, s'est engagé pour un contrat de six mois renouvelable avec le Mouloudia d'Oujda, a annoncé, lundi, le club marocain de première division. «Abdallah El-Moueden moulouéen avec un contrat de six mois renouvelable. Bienvenue», a écrit le Mouloudia d'Oujda sur sa page Facebook. El-Moueden (26 ans) rejoint son ancien entraîneur au MC Alger, le

Français Bernard Casoni, qui s'est également engagé avec la formation marocaine en janvier en provenance du MC Oran. Formé au Paradou AC, El-Moueden compte deux passages au MC Alger, le premier à titre de prêt en provenance du PAC en 2017, avant de revenir en 2019 du MC Oran, pour un contrat qui courait jusqu'en juin 2021 et résilié à l'amiable la semaine dernière.

Paradou AC

L'Espagnol Adolfo Baines Pilart renforce le staff

LE TECHNICIEN espagnol, Adolfo Baines Pilart, a rejoint le staff technique du Paradou AC en tant qu'entraîneur-adjoint, signant ainsi son retour chez le club algérois, a indiqué, lundi, le pensionnaire de la Ligue 1 de football sur sa page officielle Facebook.

Adolfo Baines Pilart (48 ans), ancien gardien de but professionnel, faisait partie du staff de l'ancien entraîneur espagnol du PAC Josep Maria Noguès (2016-2018), ce dernier avait quitté son poste à l'issue de la fin de son contrat, pour être remplacé par le Portugais Francisco Alexandre Chalo. Le technicien franco-algérien

Hakim Malek a trouvé un accord avec la direction le 17 janvier dernier pour une séparation à l'amiable. Il a été remplacé par le directeur technique sportif (DTS), le Malgache Pierrick Le Bert. Le PAC reste sur une match nul concédé samedi à domicile face à l'AS Ain M'ilia (0-0), dans le cadre de la 11^e journée. Les coéquipiers de l'attaquant Youssi Bouzok pointent à la 11^e place au classement, en compagnie du NA Hussein-Dey, avec 13 points chacun.

Lors de la 12^e journée, prévue samedi et dimanche prochains, le PAC se rendra à l'Ouest du pays pour défier le WA Tlemcen.

Equipe nationale de football

Zetchi espère un amical à Oran bientôt

■ La Fédération algérienne de football souhaite, dans un avenir proche, programmer un match amical contre «une grande sélection mondiale» au nouveau stade d'Oran dont les travaux touchent à leur fin, a indiqué, lundi soir à Oran, son président, Kheireddine Zetchi.

Par Mahfoud M.

«**J**e suis vraiment ébahi par cette très belle infrastructure aux normes internationales et dans laquelle on fera en sorte de programmer une rencontre amicale face à une grande sélection mondiale. Une occasion aussi pour lancer la campagne de promotion des Jeux méditerranéens (JM) qui auront lieu à Oran en 2022», a déclaré le patron de la FAF à la presse, en marge de sa visite, en compagnie du sélectionneur Djamel Belmadi, au stade de 40 000 places.

Kheireddine Zetchi, dont c'est la première visite au nouveau stade d'Oran qui devrait être réceptionné le 31 mars prochain, a profité de l'occasion pour rassurer le directeur général du Comité d'organisation des JM, Salim Iles, quant à son soutien total.

«La FAF, l'équipe nationale et tous ses joueurs sont mobilisés pour participer à la campagne de promotion des JM afin que cet événement que va abriter notre pays soit une parfaite réussite», a ajouté Zetchi, dont le mandat olympique expirera en mars prochain.

De son côté, l'entraîneur national, Djamel Belmadi, s'est dit «très satisfait» de la qualité de la pelouse du stade ainsi que ses équipements, appelant au passage à préserver ce précieux acquis pour le football algérien en particulier et le sport national en général. Il n'a pas, en outre, écarté l'éventualité de voir l'équipe nationale se produire au niveau de cette infrastructure dans un avenir proche, tout en vantant le public oranais «très passionné de football et qui aime tant ses clubs et sa sélection».

«La FAF œuvre à renforcer la formation et à investir dans les jeunes talents»

Sur un tout autre plan, le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, a insisté, toujours en marge de l'inauguration du Centre de formation de la FAF à Sidi Bel-Abbès, sur «le renforcement de la formation et l'investissement dans les jeunes talents pour la promotion du sport d'élite», soulignant que la FAF a œuvré à concrétiser ces principaux objectifs lors de son mandat. Lors d'une conférence de presse en compagnie du sélectionneur national, Djamel Belmadi, en marge de l'inauguration de l'Académie de formation des jeunes talents de football à Sidi Bel-Abbès, Zetchi a affirmé que la FAF a concentré tous les efforts sur l'aspect de la formation qualitative qui sert le football actuellement et dans un proche et moyen terme. Au sujet du programme de la FAF concernant la réalisation des centres de formation, il a déclaré qu'avec l'Académie de formation de Sidi Bel-Abbès et celle de Khemis Miliana (Ain Defla) il y a une année, la FAF a franchi une étape importante, annonçant l'inauguration, dans les prochains mois, de deux autres à Ain Sefra (Naâma) et Ouargla, outre la programmation de la réalisation de quatre autres académies. Pour ce qui est de la sélection de jeunes talents, le président de la FAF a fait savoir que l'opération a comporté plusieurs sessions de prospection



Zetchi souhaite conclure un match-test avec une équipe mondiale

dans différentes régions du pays, offrant l'égalité des chances aux jeunes prodiges nés entre 2006 et 2007 pour suivre une formation qualitative qui leur permet de réaliser leur rêve de porter le maillot de l'Equipe nationale de football de la catégorie de moins de 17 ans. Abordant le bilan général de la Fédération algérienne de football durant sa présidence, Zetchi a déclaré que les objectifs tracés ont été atteints, citant comme meilleure preuve le trophée remporté par les Verts lors de la dernière édition de la Coupe d'Afrique des nations de football en 2019 en Egypte, «qui fait la fierté de l'Algérie». «Je suis satisfait de tout ce qui a été réalisé au service du football algérien. Cependant, il y a encore du travail à faire, loin de toutes susceptibilités», a-t-il ajouté en énumérant tous les projets visés dans le cadre du professionnalisme.

M. M.

CS Constantine

La direction rassure sur l'arrivée de Hamdi

LE STAFF technique du club du CS Constantine (Ligue 1) a achevé, lundi en fin d'après-midi, les démarches administratives relatives à l'entrée du nouvel entraîneur de l'équipe, Miloud Hamdi, en Algérie, apprend-on auprès de la direction du club. L'ancien coach d'Al-Salmiya SC (Koweït), qui a signé un contrat électronique pour rejoindre le CS Constantine, se trouve actuellement en France et pour-

ra être présent à Constantine au cours des prochaines 48 heures, a fait savoir la même source.

Libre de tout engagement, Miloud Hamdi (50 ans), qui a suivi en direct le dernier match de l'équipe, a pris plusieurs notes et pourra prendre les commandes dès le prochain match contre l'US Biskra, au stade du complexe sportif d'El Alia, a fait savoir le directeur sportif du CSC, Yacine Bezzaz.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Sélection algérienne

Belmadi : «La Ligue des champions, un bon baromètre pour évaluer les locaux»

LE SÉLECTIONNEUR national Djamel Belmadi a estimé, hier à Alger, que la Ligue des champions africaine, dont la phase de groupes débutera la mi-février, constituerait «une bonne occasion pour jauger les joueurs locaux» susceptibles de renforcer les rangs des «Verts» en prévision des importantes échéances à venir.

«Le niveau de la Ligue des champions se rapproche du haut niveau international. Elle constituera donc une bonne opportunité pour moi de superviser les joueurs locaux», a-t-il indiqué à la presse, en marge de la signature d'un partenariat avec l'opérateur de téléphonie mobile Mobilis. En effet, l'ancien milieu offensif de

l'Olympique de Marseille continue à ratisser très large, avec l'espoir de dénicher de nouveaux talents susceptibles d'apporter un plus à la sélection, y compris parmi les joueurs locaux.

Concernant son partenariat avec Mobilis, le sélectionneur national a expliqué qu'il s'agissait d'un «contrat à but caritatif», destiné à apporter de l'aide aux plus démunis.

«La première étape a été de signer ce partenariat et à l'avenir nous allons discuter pour établir un programme qui nous permettra d'organiser ces aides, par ordre de priorité», a-t-il encore précisé.

Amar H.

Tizi Ouzou

Un homme mortellement heurté par un train

UN HOMME a été mortellement heurté par le train de transport de voyageurs assurant la liaison Alger-TiziOuzou avant-hier vers 18h30, à hauteur de la commune de Tadmait (17 km à

l'ouest de Tizi Ouzou). La victime, âgée de 42 ans, est décédée sur les lieux et sa dépouille a été déposée à la morgue du CHU de Tizi Ouzou.

H. M.

Béjaïa

Lancement de la campagne de vaccination

LA CAMPAGNE de vaccination contre le covid-19 a débuté hier à Béjaïa à partir de la polyclinique de Sidi-Ali Labher. Elle a été inaugurée par le wali et le directeur de la santé de wilaya. On compte parmi les personnes vaccinées, le directeur de l'EPSP de Sidi-Aïch, le Dr Ouherif et M. Abdelhafid Boudrahem, surveillant général au CHU Khéllil Amarne. Ce dernier que nous avons contacté nous dira : "comme j'ai l'habitude de communiquer à la presse l'évolution du Covid-19 dans notre wilaya, alors j'ai spontanément accepté d'être parmi les premiers à être vaccinés, en plus je fais confiance à la commission nationale de crise anti covid-19 dirigée par les Pr Fourar et Sanhadji. Laquelle a fait un bon le choix sur l'acquisition du vaccin russe Spoutnik V". "Il n'a pas d'effets secondaires car je ne sens rien", nous confie M. Boudrahem. " 4 heures après que j'ai été vacciné, je me sens très

bien et je conseille à la population de le faire", nous dit-il. Et de poursuivre : "un programme a été établi par la DSP et au fur à mesure tout le monde sera vacciné". D'autres personnes faisant partie du corps médical de la wilaya ont également été vaccinés. Notons que la wilaya de Béjaïa a reçu "500 doses" du vaccin russe "Spoutnik V" en attendant d'autres doses dans les jours à venir. Il est utile de rappeler que la cellule de crise anti Covid-19 a tenu, avant-hier, une séance de travail qui a été présidée par le wali, en présence du président de l'APW. Il était question d'organisation de la campagne de vaccination contre la pandémie Covid-19. Pour rappel, un dispositif organisationnel a, déjà, été mis en place par le comité Ad-hoc créé à cet effet, en vue de mobiliser tous les moyens nécessaires pour assurer la chaîne de transport de stockage et distribution du vaccin en question.

Hocine Cherfa

Pétrole

Le Brent à 57,63 dollars

LES COURS du pétrole battaient de nouveaux records hier, le WTI retrouvant un niveau de prix plus vu depuis un peu plus d'un an, avant que la pandémie de Covid-19 ne frappe sévèrement le marché du brut, portés par la demande notamment aux Etats-Unis. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril décollait de 2,27 % à Londres par rapport à la

clôture de la veille, à 57,63 dollars. Le baril américain de WTI pour le mois de mars grimpa dans le même temps de 2,37 % à 54,82 dollars. Les deux contrats de référence ont touché quelques instants plus tôt des plus hauts inédits depuis respectivement le 24 février et le 24 janvier 2020, à 57,73 dollars et 54,91 dollars le baril. «La bonne semaine des cours du pétrole conti-

nue», constate Stephen Innes, analyste. Dernier coup de pouce en date pour les cours du brut selon l'analyste : un nouveau président des Etats-Unis déterminé à faire passer un ambitieux plan de sauvetage de l'économie de 1 900 milliards de dollars, au lendemain d'une réunion de deux heures avec un groupe de dix sénateurs de l'opposition. Ce plan de relance porté par Joe

Biden est synonyme de coup de fouet pour la demande de brut du premier consommateur mondial, les Etats-Unis. Le sentiment positif palpable plus largement sur les marchés et le temps glacial qui a balayé les Etats-Unis, poussant à la hausse la demande de chauffage, sont autant de facteurs haussiers supplémentaires pour l'analyste Jeffrey Halley.

Kamel L.

Les féminicides en hausse



Louvis

Djalou@hotmail.com

Enseignant «militant et humaniste»

L'université d'Alger 3 rend hommage au professeur Brahim Brahimi

■ La Faculté des sciences de l'information et de la communication de l'université Alger 3 a organisé, hier, une cérémonie d'hommage à la mémoire du professeur Brahim Brahimi, au cours de laquelle plusieurs enseignants et amis ont évoqué un enseignant «militant et humaniste» qui a consacré sa vie au service du journalisme et à la liberté de la presse en Algérie.

Par Nassim S.

Dans son intervention, le recteur de l'université d'Alger 3, Mokhtar Merzeg, souligne que le professeur Brahimi a consacré «toute sa vie pour l'encadrement des générations», ajoutant que «l'on ne peut pas parler aujourd'hui de la liberté de la presse et le droit à l'information sans évoquer le nom du professeur qui était aussi un militant politique doses dans les jours à venir. Il est utile de rappeler que la cellule de crise anti Covid-19 a tenu, avant-hier, une séance de travail qui a été présidée par le wali, en présence du président de l'APW. Il était question d'organisation de la campagne de vaccination contre la pandémie Covid-19. Pour rappel, un dispositif organisationnel a, déjà, été mis en place par le comité Ad-hoc créé à cet effet, en vue de mobiliser tous les moyens nécessaires pour assurer la chaîne de transport de stockage et distribution du vaccin en question.

Zoubir Chaouche-Ramdane, professeur des universités et ancien doyen de la faculté des sciences de l'information et de la communication entre 1986 et 1990, a parlé d'un homme «modeste, disponible, franc et courageux».

«On ne peut pas parler de droit de la presse ou de l'éthique sans citer Brahim Brahimi. Il était incontournable, une référence», témoigne M. Chaouche-

Ramdane. Le directeur de l'Ecole nationale supérieure du journalisme et des sciences de l'information (ENSJSI), Benzouai Abdeslam, a évoqué «l'humanisme» de Brahim Brahimi qui n'«hésitait pas, dit-il, à partager son salaire avec ses collègues» au tout début de leur carrière d'enseignants à l'université.

Il ajoute qu'«il faut penser à organiser une journée d'étude au niveau de l'Ecole pour parler du parcours de Brahim et de son œuvre universitaire».

Le professeur Brahimi qui était à la fois un chercheur académique et un militant, «était proche des journalistes et avait contribué à la création du Conseil supérieur de l'information», témoigne Amar Seghir, un ancien directeur des études à l'Ecole de journalisme qui l'a connu dans les années 1970.

Selon lui, Brahim Brahimi et Zohir Iheddaden ont «fourni les ouvrages nécessaires à l'Ecole de journalisme». A la fin de la cérémonie qui s'est déroulée à l'amphithéâtre «Nelson-



Mandela», les enseignants, amis et les membres de la famille du défunt ont assisté à l'inauguration d'un amphithéâtre qui porte le nom de Brahim Brahimi au niveau de la Faculté des sciences de l'information et de la communication (FSIC). Auteur de plusieurs ouvrages comme «Le pouvoir, la presse et les intellectuels en Algérie» (1989), «Le pouvoir, la presse et les droits de l'homme» (1998) et «Le droit à l'information à l'épreuve du pari unique» paru en 2002, le professeur Brahim Brahimi était le fondateur et premier directeur de l'Ecole nationale supérieure du journaliste et des sciences de l'information (ENSJSI), en octobre 2009. Une école qu'il a dirigée jusqu'à son départ en retraite en 2013.

Né le 2 février 1946 à Bir Ghablou dans la wilaya de Bouira, Brahim Brahimi est décédé le 22 septembre 2018 à l'âge de 72 ans.

N. S.